

dossier

SÉRIE D'ÉTÉ

CHINE 1/7

Économie, climat, politique, sport...
De l'Asie du Sud-Est à l'Amérique
(du Nord et du Sud), de l'Afrique à l'Europe,
l'influence chinoise s'étend partout.
Chaque semaine, jusqu'au 7 septembre,
retrouvez notre série d'été dont
nous publions ici le premier
volet : la Chine, nouveau maître
du monde ?

La semaine prochaine,
retrouvez le deuxième
épisode de notre série
Chine, 2/7.
Le Mékong redessiné



ESQUEL COSTARICA

Dans un monde d'incertitudes où l'Amérique se retire peu à peu du jeu, la Chine paraît soudain fiable et raisonnable. Engagement pour le climat, grand projet d'investissement dans les infrastructures le long de nouvelles routes de la soie (lire p. 34)... Xi Jinping serait-il à la tête d'un pays visionnaire, un nouveau modèle à suivre ? Oui, et la communauté internationale souhaite que Pékin prenne le leadership, affirme le politologue Zheng Yongnian (lire ci-contre). Rien n'est moins sûr, estime de son côté le mensuel hongkongais *Chengming* (p. 32). Car la Chine, protectionniste et dictatoriale, va rencontrer de nombreux écueils.

→ Dessin de Pudles
paru dans *The Economist*, Londres.



LA CHINE, MAÎTRE DU



Tous derrière Pékin !

Pour ce politologue singapourien de renom, la communauté internationale attend que la Chine assume le rôle de leader de la mondialisation. L'Occident étant en crise, la place est logiquement à prendre.

—Lianhe Zaobao (extraits) Singapour

Au début de l'année 2017, le président chinois Xi Jinping a prononcé le discours inaugural du Forum économique mondial de Davos, en Suisse, en soulignant la nécessité d'«assumer tous ensemble les responsabilités de notre temps et favoriser tous ensemble le développement de toute la planète !» Ses propos ont immédiatement eu un fort écho mondial, et une portée dépassant toutes les attentes. S'ils ont suscité des retours aussi positifs, ce n'est pas seulement du fait des opinions qui étaient exprimées, mais aussi en raison du contexte international.

Sur le fond, plusieurs points importants ont particulièrement retenu l'attention de la communauté internationale, en particulier occidentale.

Premier point : Xi Jinping a réaffirmé les immenses avantages apportés par la mondialisation, non sans pointer les différentes questions que celle-ci soulève. Il a aussi souligné qu'il ne faut pas rejeter sur la mondialisation tous les problèmes rencontrés par chaque pays aujourd'hui, alors que ceux-ci sont souvent liés à une mauvaise gouvernance. Deuxième point : si l'on veut résoudre ces difficultés, le développement durable reste une priorité, et celui-ci passe par une mondialisation toujours plus poussée. Troisième point : évoquant les grands desseins de la Chine, Xi Jinping s'est engagé, tout en privilégiant sur le plan domestique un mode de développement inclusif et l'équité sociale, à continuer de promouvoir la mondialisation et à œuvrer en faveur du développement économique mondial.

SI L'UNION EUROPÉENNE CONTINUE DE S'AFFAIBLIR, TOUTE LA GÉOPOLITIQUE ET L'ÉCONOMIE MONDIALES SERONT BOULEVERSÉES.

Aujourd'hui, le chemin que va prendre la mondialisation est des plus incertains. Depuis l'éclatement de la crise financière en 2008, l'économie mondiale n'a jamais retrouvé son équilibre. Les énormes écarts de revenus, la fragmentation de la société et la perte d'emplois provoqués par la mondialisation et le progrès technologique ont abouti à un regain de protectionnisme en Occident. Les États-Unis ont été aux avant-postes de la dernière vague de mondialisation, mais l'élection de Donald Trump a entériné la victoire du populisme de droite et du nationalisme économique sur le libéralisme qui prévalait auparavant ; les

États-Unis non seulement ne jouent plus un rôle de meneur, mais ils deviennent même des chantres de l'antimondialisation.

Si l'Union européenne [après le Brexit] continue de s'affaiblir, voire se désintègre, ce ne sera pas seulement l'Europe qui connaîtra de gigantesques bouleversements, mais aussi toute la géopolitique et l'économie mondiales.

La planète se trouve donc dans l'attente d'un nouveau dirigeant, d'un nouveau leader de la mondialisation. Du fait de son statut de deuxième économie mondiale, de plus grande puissance commerciale et de ses perspectives de croissance économique qui restent bonnes, c'est naturellement à la Chine qu'aussi bien les pays occidentaux que les pays en voie de développement pensent pour assurer ce rôle de meneur. L'Occident a surtout retenu du discours de Xi Jinping qu'il s'inscrivait dans la même vision du libéralisme classique et de la mondialisation que la sienne.

Une question de volonté. La communauté internationale compte une nouvelle fois de plus beaucoup sur la Chine. Une excellente occasion pour celle-ci de se hisser sur la scène internationale, si elle profite à bon escient de l'espace que lui laissent les pays occidentaux et les États-Unis du fait de leurs difficultés. Normalement, elle devrait ne pas laisser passer sa chance.

La tendance actuelle à favoriser une «croissance interne» aux États-Unis et dans les autres pays occidentaux s'explique par le fait que ceux-ci n'ont pas digéré les problèmes internes issus de la première vague de mondialisation. Le phénomène est peut-être de courte durée, et l'Occident pourrait bien se tourner à nouveau vers la mondialisation une fois qu'il aura réalisé les ajustements nécessaires. Et cela pour une raison très simple : la mondialisation a de tout temps été orchestrée par le capital, les gouvernements ne jouant qu'un rôle secondaire. Les difficultés soulevées aujourd'hui par la mondialisation ne sont pas de nature à changer le caractère expansionniste du capital (pour reprendre des termes marxistes). En d'autres termes, la Chine doit saisir cette occasion pour rehausser le statut de son régime et son rôle dans le système économique mondial.

Le pourra-t-elle ? Il s'agit non pas tant de savoir si elle en est capable, mais plutôt si elle a conscience de cette occasion. La voit-elle, désire-t-elle s'en saisir ? En termes de capacité, la Chine est maintenant la deuxième économie et la première puissance commerciale mondiale ; si elle n'en a pas les moyens, quel autre pays pourrait les avoir ? Il y a de bonnes raisons de penser que pour la Chine, tout dépend de la manière de concevoir les choses. Les décideurs chinois doivent commencer par réviser → 30

MONDE ?

29 ← leur perception des relations entre leur pays et l'ordre économique libéral international.

Tout d'abord, la prochaine avancée de la Chine en matière de développement durable doit passer par une intégration plus poussée dans l'ordre économique mondial. La Chine est le principal contributeur de la mondialisation, laquelle lui donne l'occasion de se développer davantage et explique en grande partie la forte croissance de son économie par le passé [grâce aux investissements étrangers au cours des deux dernières décennies du siècle dernier]. À l'avenir, aucun pays n'a autant besoin de la mondialisation que la Chine. L'histoire nous montre en effet que tant les pays occidentaux développés que le Japon ou les "quatre petits dragons" en Asie [les premiers à avoir connu une croissance forte dans les années 1980 : Corée du Sud, Singapour, Taïwan, Hong Kong] ont été obligés de s'ouvrir au monde une fois arrivés à un certain stade de développement économique, car lorsque leur marché intérieur est arrivé à saturation, il leur a fallu chercher à élargir leur action aux marchés étrangers.

Excédents. Même si aujourd'hui la Chine a encore besoin de recourir massivement à du capital étranger pour la montée en gamme de ses industries, en particulier à du capital à forte teneur technologique, on y observe parallèlement un certain excédent de capital. Autrement dit, certains secteurs sont arrivés à saturation et il faut "sortir de Chine" pour trouver de nouveaux lieux d'investissement. La Chine souffre également d'une surcapacité de production, qui peut être corrigée par des réformes domestiques, mais aussi en se tournant vers l'extérieur.

Par ailleurs, il faut bien voir que l'ordre économique mondial libéral satisfait aux intérêts nationaux de la Chine. Nous devons donc en avoir

C'EST PAR LA POLITIQUE DE LA CANONNIÈRE QUE LES PAYS OCCIDENTAUX SE SONT OUVERTS LES PORTES D'AUTRES PAYS.

une perception pragmatique, sans sombrer dans les dérives idéologiques. Cet ordre économique est devenu ce qu'il est aujourd'hui au prix d'enseignements très cher payés. Au cours de leur développement, les pays occidentaux sont également passés d'une phase de manque de capitaux à une phase d'excédent. Au départ, et pendant longtemps, pour "exporter" leurs capitaux, ils ont mis en pratique un impérialisme pur et dur, et c'est par la politique de la canonnière qu'ils se sont ouverts les portes d'autres pays pour piller leurs ressources. Le colonialisme en a découlé, et le monde est devenu son marché.

Cependant, de telles pratiques ont fini par être désavouées, du fait de l'opposition des forces progressistes dans les pays occidentaux et grâce à l'éveil des consciences nationalistes chez les autres nations. À la suite du mouvement de décolonisation après la Seconde Guerre mondiale, les

L'auteur



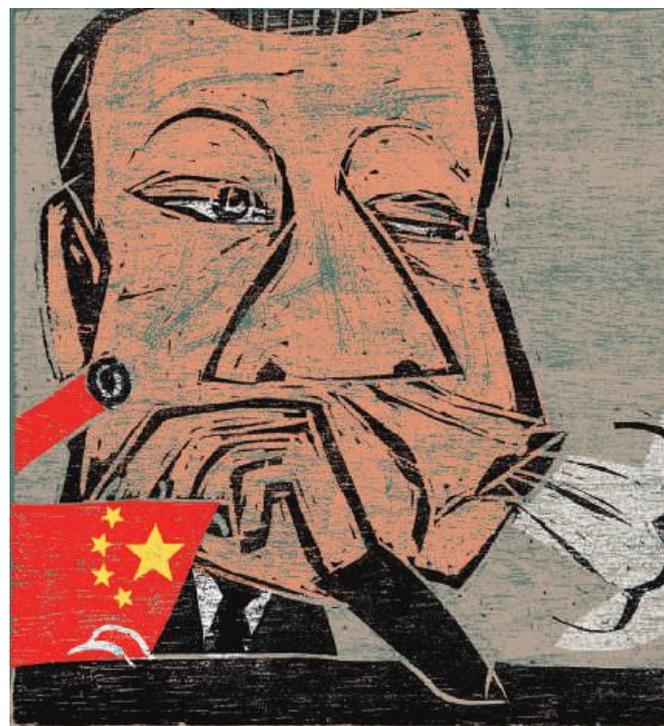
ZHENG YONGNIAN

Directeur de l'Institut de recherches sur l'Asie de l'Est à l'université nationale de Singapour, où il enseigne depuis 1996, Zheng Yongnian est un observateur de longue date de la politique intérieure et extérieure de la Chine. Né dans le Zhejiang, dans l'est de la Chine, en 1962, et diplômé en relations internationales de l'université de Pékin, il a également étudié aux États-Unis, à l'université de Princeton. Il a publié de nombreux ouvrages en chinois et en anglais et écrit régulièrement des chroniques pour le quotidien *Lianhe Zaobao* de Singapour. Non sans se prononcer régulièrement pour des réformes du système chinois, il s'est fait depuis le début du XXI^e siècle le chroniqueur de la montée du "modèle chinois" sur la scène internationale. Ses analyses sont largement reprises par les sites d'information chinois.

capitaux occidentaux ont été obligés de chercher de nouvelles méthodes pour se mondialiser. Il est clair que l'ordre économique mondial d'après-guerre, plus civilisé, a marqué un formidable progrès par rapport à l'ordre ancien.

Plusieurs changements furent remarquables. Tout d'abord, avant la guerre, les pays occidentaux cherchaient à résoudre militairement le moindre problème d'ordre économique. Après le conflit, c'est le droit, ou du moins des pratiques économiques internationales basées sur des règlements, qui forment le consensus. Celui-ci s'exprime à travers de grandes organisations internationales comme les Nations unies, la Banque mondiale, l'Organisation mondiale du commerce ou le Fonds monétaire international. Même si certains pays occidentaux persistent à recourir à des méthodes extralégales, un nombre croissant de nations acceptent de se plier aux lois et règlements. D'autre part, les organisations internationales deviennent multilatérales ou adeptes du multilatéralisme, lequel sert surtout à régler les tensions entre pays occidentaux, mais elles s'ouvrent de plus en plus aux pays en voie de développement.

La Chine est désormais membre de ces organisations internationales dans lesquelles elle joue un rôle croissant. Depuis le lancement de la politique de réformes et d'ouverture [1979], elle a choisi de rejoindre le reste du monde, en ne faisant plus bande à part, ce en quoi elle a vu juste. Quoi qu'il se passe, la Chine n'a plus la possibilité de se retirer de cet ordre mondial ; le seul choix qu'il lui reste c'est de déterminer comment jouer un rôle accru en son sein, comment



↑ Dessin de Pudles paru dans *The Guardian*, Londres.

se mettre davantage en symbiose avec lui. Une chose est claire : continuer à s'insérer dans ce système en tirant bénéfice est un choix judicieux pour la Chine et qui ne lui coûte pas cher. La raison en est simple : ce système lui tend des bras grands ouverts.

Ouverture. Enfin, que la Chine s'aligne sur l'ordre économique libéral international correspond à une nécessité objective du développement de l'économie mondiale. La mondialisation nécessite le moteur énergétique d'une grande puissance. Depuis le début de l'ère moderne, chaque vague de mondialisation a été indissociable de l'action d'un gouvernement. Avant la Seconde Guerre mondiale, c'est le Royaume-Uni qui insufflé un tel mouvement. Historiquement, ce pays est à la fois le berceau des principes du libre-échange et un des principaux fondateurs de l'ordre mondial.

Durant son essor, il a très longtemps pratiqué une ouverture unilatérale, en s'ouvrant aux autres pays sans que la réciprocité soit vraie. C'est ce qui lui a permis d'émerger rapidement pour devenir le pays le plus puissant de l'époque, avec à la clé la formation du grand Empire britannique. Bien sûr, si le Royaume-Uni a pu mener à bien sa politique d'ouverture unilatérale, c'est surtout parce qu'il disposait d'une supériorité sur le plan économique en tant que premier pays du monde de l'époque à s'être modernisé.

Après la Seconde Guerre mondiale, ce sont les États-Unis qui jouent le rôle le plus important en faveur de la mondialisation. Les pays européens, brisés par la guerre, font appel à eux pour

À la une



HUANQIU

Pékin, 14 juin

"La Chine rouvre une époque de grandes lignes maritimes".



À la une



SHIJIE ZHISHI Pékin, 23 janvier
 "Mondialisation de l'économie et unification régionale : pas à pas".

assumer la direction de la communauté internationale. Les États-Unis contribuent alors au redressement de l'économie européenne, notamment grâce au plan Marshall. Ils mettent ensuite en place un système économique à l'échelle du monde, basé sur le multilatéralisme, un système qui les aidera à maintenir leur position dominante sur la planète.

AUCUN PAYS OCCIDENTAL N'EST ASSEZ FORT POUR FORGER LE REDRESSEMENT ÉCONOMIQUE MONDIAL.

Mais aujourd'hui, ce n'est plus la même chose. Depuis 2008 et l'éclatement de la crise financière mondiale, aucun pays occidental n'est assez fort pour forger le redressement économique mondial. Toujours en crise, l'Occident est tenté par le protectionnisme commercial, et est même en train de devenir un frein à la mondialisation. L'économie mondiale passera par l'ouverture de marchés dans les pays émergents et en développement pour trouver un nouvel équilibre. Le monde a toujours besoin de mondialisation.

Et tandis que l'Occident n'est plus en mesure d'être le promoteur de la mondialisation, les regards se tournent tout naturellement vers la Chine pour assumer ce rôle.

—Zheng Yongnian
 Publié le 5 mai

SOURCE



LIANHE ZAOBAO
 Singapour, République de Singapour
 Quotidien, 200 000 ex.
 zaobao.com

Le titre est né de la fusion, en 1983, de deux anciens journaux singapouriens, *Nanyang Siang Pau* et *Sin Chew*. Aujourd'hui, l'un des plus lus de la région et premier quotidien en langue chinoise de la cité-État, il appartient au Singapore Press Holdings. Il s'est fixé pour ligne éditoriale la protection des intérêts nationaux, mais reste néanmoins une source précieuse d'information sur la région.

Décryptage

Comment Donald Trump a laissé un boulevard à la Chine

EN ABANDONNANT LE TPP

Janvier 2017. Dès son arrivée au pouvoir, Donald Trump annonce l'abandon du Traité de partenariat transpacifique (TPP), que Barack Obama avait mis cinq ans à constituer pour sceller les alliances américaines en un bloc de douze pays de part et d'autre de l'océan Pacifique. Le but d'Obama était clairement, grâce à ce traité de libre-échange, de contourner la puissance chinoise. À l'issue d'un voyage en Asie, "je peux dire sans exagérer que plus d'un dirigeant politique ou d'entreprise dans la région a pris la mesure de Trump et a conclu que, loin d'être un négociateur avisé, c'est un nul qui réduit l'influence américaine dans cette région et qui aide la Chine à retrouver sa puissance", déplore l'éditorialiste Thomas Friedman dans *The New York Times*. "Trump essaie maintenant de négocier seul des ouvertures commerciales avec la Chine, et non plus en étant à la tête d'un bloc de douze pays qui s'appuyait sur des valeurs et des intérêts américains et qui contrôlait 40% de l'économie mondiale. Difficile d'imaginer quelque chose de plus stupide." Pékin encourage désormais tout le monde à rejoindre "son partenariat économique régional - qui contrairement au TPP est dépourvu de standards environnementaux ou sociaux -, sa Banque asiatique d'investissement dans les infrastructures [BAII, lire page 34] et son projet de nouvelles routes de la soie dit 'Une route, une ceinture' [OBOR en anglais, lire page 32]".

EN SE RETIRANT DE L'ACCORD DE PARIS SUR LE CLIMAT

Mai 2017. Lorsque Donald Trump a annoncé le retrait américain des accords de Paris sur le climat, beaucoup se sont précipités pour saluer l'avènement de la Chine comme nouveau leader mondial sur l'environnement, écrit Elizabeth Economy sur le site *Politico*. Des journalistes ont écrit qu'il s'agissait

"du plus grand cadeau stratégique fait aux Chinois, avides de combler le vide laissé par Washington dans le monde. Mais le leadership sur le climat est-il un cadeau stratégique ? Les Chinois en veulent-ils ? Et surtout, le méritent-ils ? C'est non aux trois questions", tranche la directrice des études asiatiques au Council on Foreign Relations et spécialiste des questions d'environnement en Chine. Car assumer cette tâche est coûteux à tous points de vue. Certes, la Chine semble vouloir tenir ses engagements pris à Paris et fait des efforts importants pour modifier ses sources d'énergie, admet l'auteur. Mais elle demeure la plus grande émettrice de CO₂ sur la planète, et surtout, elle exporte et finance des centrales à charbon - une centaine dans les pays touchés par le projet de "nouvelles routes de la soie".

EN ENTREtenant LA CONFUSION EN MER DE CHINE DU SUD

Juin 2017. En mer de Chine méridionale, où Pékin revendique une immense zone territoriale disputée par de nombreux riverains, les atterrissements de Trump ne font qu'ajouter à la confusion, note le spécialiste des affaires maritimes Mark J. Valencia dans le quotidien singapourien *Straits Times*. "La zone fait l'objet d'une compétition pour la domination militaire de la région, elle matérialise une frontière dans les relations troublées entre Chine et États-Unis", précise l'auteur, chercheur à l'Institut national de recherche sur la mer de Chine méridionale, sur l'île de Hainan, dans le sud de la Chine. Mais la politique de Trump, "une continuation de fait de celle d'Obama, est ponctuée de décisions ad hoc, c'est une stratégie 'au cas par cas'". Les États-Unis, qui cherchent à y demeurer l'arbitre politique et militaire, veulent empêcher Pékin d'intimider ses alliés dans la région. Fin juin, le destroyer USS Dewey a fait un passage à moins de 12 milles nautiques du récif Mischief, occupé par la Chine. La dernière opération américaine de "protection de la liberté de navigation" de ce type avait eu lieu en octobre 2016, sous l'administration Obama. Suite à cette reprise, le nombre d'interventions pourrait bien augmenter dans les mois à venir.

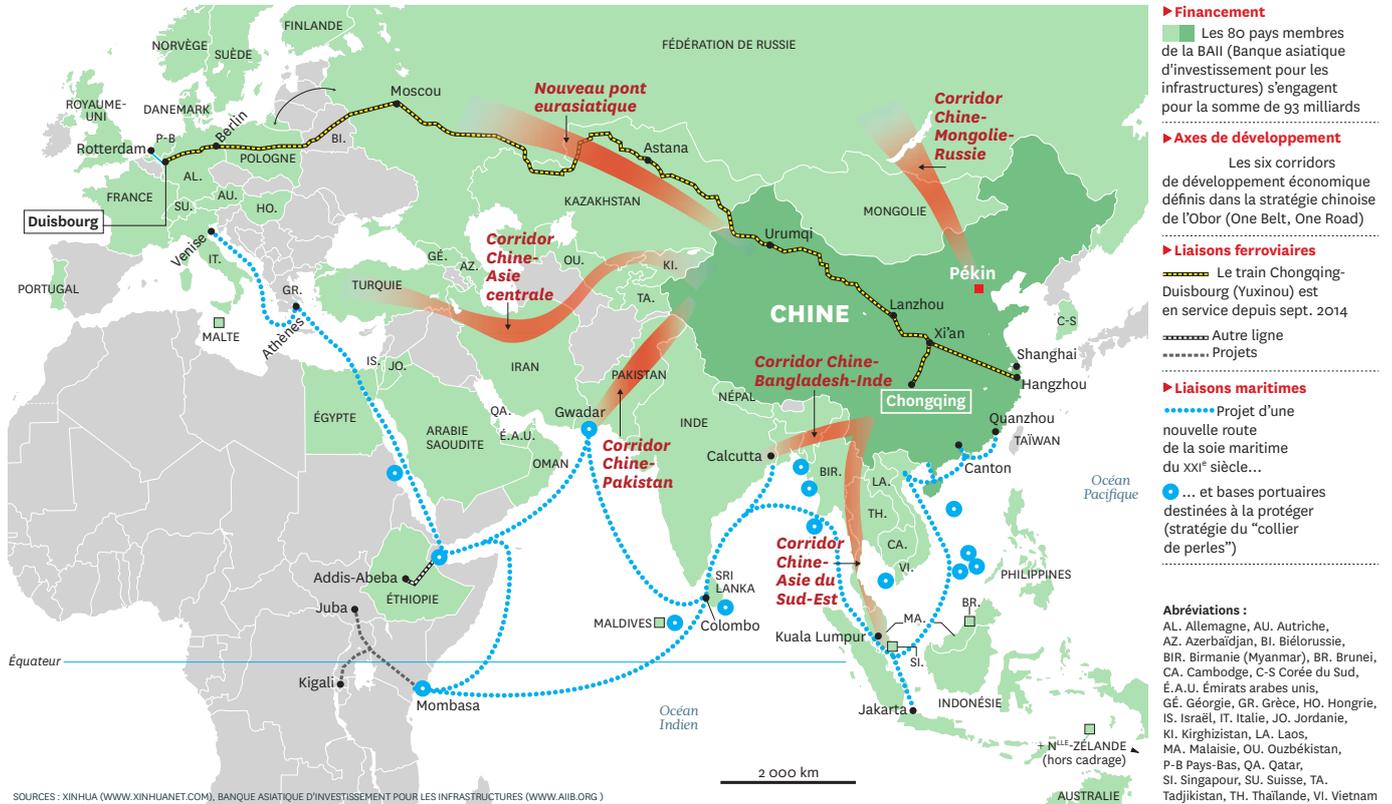
Classement

Encore un effort...

●●● La Chine est-elle en train de devenir le maître du monde, ou de la mondialisation ? Ce sont deux choses différentes, écrit le commentateur Xu Zigan dans le quotidien hongkongais *Ming Pao*. À l'indice KOF de la mondialisation du Centre de recherches conjoncturelles suisse, le pays se classe au 71^e rang, sur 187 pays étudiés en 2017 et reste donc à un niveau médian. Quant à être

un "leader mondial", il faut pour cela de la puissance militaire - ou elle ne dépasse pas les États-Unis - et économique - et il lui faudrait un monnaie internationale. "Elle en est encore à chercher sa place dans les grandes institutions mondiales forgées par l'occident, comme l'Organisation mondiale du commerce. Mais elle n'abandonne pas le rêve d'une Chine forte, comme le montre son projet de nouvelles routes de la soie."

93 milliards de dollars pour financer les nouvelles routes de la soie



Une expansion qui n'a rien d'un long fleuve tranquille

Conçu pour faire pièce à Obama, le projet de nouvelles routes de la soie de Xi Jinping est devenu un plan faramineux qui donne du lustre au pouvoir chinois. Mais Pékin va entrer en terre inconnue.

— Chengming (extraits) Hong Kong

En 2013, Xi Jinping a lancé son projet de création d'une "ceinture économique le long de la route de la soie" et d'une "route de la soie maritime du XXI^e siècle". Grâce à la construction de routes, de voies de chemins de fer, de ports ou d'oléoducs le long de cette "ceinture terrestre" et de cette "route maritime", la Chine espère renforcer ses liens avec les autres pays d'Asie, et même d'Afrique et d'Europe. Au départ, la stratégie Obor [acronyme issu de l'anglais "One belt one road"] n'a pas été conçue uniquement comme un moyen de déverser les surplus chinois à l'extérieur, comme cela a été dit un peu rapidement, elle est surtout née en réaction à l'accord [de libre-échange] de

partenariat transpacifique (TPP) conçu par les États-Unis, qui englobait toute la zone bordée par l'océan Pacifique à la seule exception de la Chine, rejetée en dehors de cet accord.

Ce projet de nouvelle route de la soie est gigantesque, sans doute le plus gros chantier de construction d'infrastructures de toute l'histoire de l'humanité. Non seulement il suscite l'enthousiasme chez les Chinois, mais il a également poussé des pays développés occidentaux comme le Royaume-Uni, la France, l'Allemagne et l'Australie à rejoindre la Banque asiatique d'investissements dans les infrastructures (BAII), créée à l'initiative de la Chine et qui va en assumer les risques [lire page suivante]. En fait, Xi Jinping souhaite laisser son empreinte dans l'histoire. Il ne

veut pas se contenter de préserver l'héritage que lui a laissé la "première génération rouge" [Xi est fils de dignitaire communiste]. Il souhaite également, grâce au projet Obor, élargir la sphère d'influence du pouvoir communiste chinois pour que celui-ci devienne le grand gouverneur du monde.

L'objectif de la Chine est de profiter de la situation favorable créée par la volonté de désengagement mondial du gouvernement Trump et par le grave affaiblissement de l'Union européenne à la suite du [vote sur le] retrait du Royaume-Uni pour prendre la direction de la mondialisation en investissant et en développant les pays traversés par ses routes maritimes et terrestres, et pour prendre au plus vite la place des États-Unis à la tête du nouvel ordre mondial. Cela pourrait lui permettre par la même occasion d'atténuer les tensions qu'elle connaît sur son sol.

Le projet Obor est souvent considéré comme une version chinoise du plan Marshall [1947], car c'est le seul qui puisse soutenir la comparaison. Cependant, la puissance et l'influence de l'État chinois aujourd'hui sont encore loin de celles des États-Unis d'après-guerre ; de plus, le projet Obor est beaucoup plus complexe que le plan Marshall et nécessite des fonds bien plus importants [un investissement total estimé à 890 milliards de dollars, contre l'équivalent de 130 milliards de dollars d'aujourd'hui pour le plan Marshall]. Les pays

SOURCE

CHENGMING
 Hong Kong, Chine
 Mensuel, 15 000 ex.
 chengmingmag.com
 Fondé en 1977, "Le Cri du combat" publie des articles très critiques vis-à-vis du gouvernement chinois. Libéral, ce magazine propose des reportages et des analyses sur Taïwan, Hong Kong et le continent. Il possède un lectorat fidèle parmi les Chinois d'outre-mer. Beaucoup d'articles sont d'ailleurs écrits à l'étranger.

